

« Études économiques de l'OCDE » sur la France

L'OCDE a publié en mars 2015 une étude sur la France. Celle-ci souligne notamment : « La France ne manque pas d'atouts (...) mais le PIB potentiel a ralenti en partie à cause de la crise, la reprise économique a été décevante et le chômage est à un niveau élevé et continue d'augmenter. Les finances publiques sont fragiles, avec un déficit chronique et un poids important des dépenses publiques, qui s'accompagne d'une fiscalité élevée et d'un endettement en hausse. L'importante complexité des systèmes et institutions souligne le besoin d'accélérer les efforts de simplification ». Les principales conclusions de l'étude peuvent se résumer comme suit : (1) Le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emploi ; (2) les dépenses publiques sont trop élevées ; (3) plusieurs faiblesses des marchés de produits nuisent aussi à la performance économique. Les principales recommandations de l'OCDE sont (1) de faire du marché du travail la priorité des réformes structurelles ; (2) de réduire le poids des dépenses publiques pour une fiscalité plus favorable à une croissance durable ; (3) de fournir un enseignement et une formation professionnels de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin ; (4) d'améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises.

Le rapport : http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2015_eco_surveys-fra-2015-fr#page1

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE - Déclaration introductive de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...) »

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

2 - BCE - Compte-rendu de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE

Comptes-rendus (traduits en français) des réunions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE qui se sont tenues à Francfort les 21 et 22 janvier et à Nicosie les 4 et 5 mars 2015.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-compte-rendu-de-la-reunion-de-politique-monetaire-du-conseil-des-gouverneurs-20150219.pdf

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CR-conseil-gouverneurs-reunion-politique-monetaire-02-04-2015.pdf

3 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

Décret n° 2015-362 du 30 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives des entreprises d'assurance et organismes assimilés

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030419454&categorieLien=id>

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

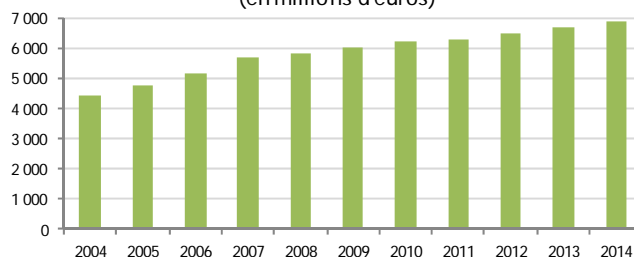
Actifs financiers : progression sensible en 2014

Les avoirs des agents économiques poursuivent leur progression en 2014, atteignant 6,9 milliards d'euros à fin décembre (+3,0 %).

Avec 5,0 milliards d'euros (+1,8 %), les ménages concentrent l'essentiel des actifs financiers. Les dépôts à vue sont en hausse (+1,4 %), mais la contribution de l'épargne à long terme à cette nouvelle progression des avoirs est prépondérante (+3,9 %), notamment l'assurance-vie et les plans d'épargne logement. En revanche, les placements liquides ou à court terme des ménages se contractent (-0,5 %).

Les avoirs des entreprises, également en progression, s'élèvent à 1,5 milliards d'euros (+10,2 %), sous l'effet de la croissance sensible des dépôts à vue (+13,2 %) et, dans une moindre mesure, de celle des placements liquides ou à court terme (+6,0 %).

Évolution des actifs financiers
(en millions d'euros)



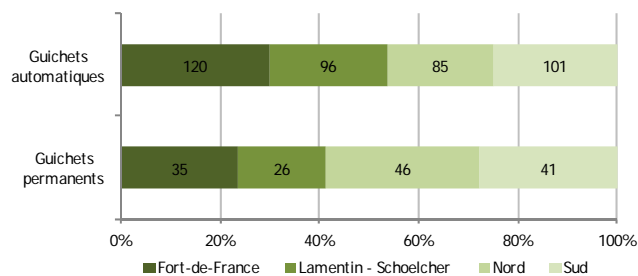
Source : IEDOM - Surfi

Système bancaire : toujours très dense en 2014

Le nombre de guichets bancaires permanents s'élève à 148 en 2014 et les automates à 402 (respectivement -2 et +5 unités par rapport à 2013). Ainsi, la Martinique compte un guichet bancaire permanent pour 2 577 habitants et un automate pour 949 habitants (contre une moyenne de respectivement 2 281 et 1 090 pour la Métropole en 2013). Les communes de Fort-de-France, Lamentin et Schoelcher regroupent 53,7 % des automates bancaires et 41,2 % des guichets permanents.

À fin 2014, les établissements de crédit installés localement totalisent 1 296 677 comptes bancaires (+0,2 % sur un an). Les banques mutualistes en concentrent plus des deux-tiers (67,1 %). La bancarisation est importante, avec 120 comptes bancaires ordinaires pour 100 habitants (+1,6 % par rapport à 2013) contre 124 pour 100 habitants en moyenne pour la Métropole en 2013. En moyenne, un habitant détient au moins un compte de dépôt à vue et deux comptes d'épargne.

Implantation des guichets



Source : IEDOM

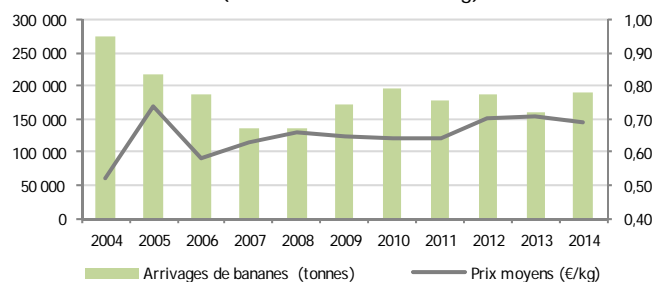
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Banane : amélioration des conditions de production en 2014

Les exportations de banane augmentent significativement en 2014 à 190 770 tonnes (+20,0 %), après la baisse de 2013 (-15,0 %) en grande partie imputable à la tempête tropicale Chantal. En outre, les rendements sont orientés à la hausse, alors que les prix à l'export ont légèrement fléchi en 2014 (-2,8 %, à 0,69 €/kg). Le chiffre d'affaires total engendré par les exportations de bananes est ainsi estimé à 132 millions d'euros en hausse de 16,6 % %.

Afin de promouvoir leur production, les producteurs de Guadeloupe et de Martinique ont lancé la marque «banane française» à l'occasion du Salon de l'agriculture qui s'est tenu à Paris fin février 2015. Un ruban tricolore adhésif entourera désormais les régimes de bananes en provenance des Antilles françaises.

Expéditions de bananes et prix moyens
(en tonnes et en euros/kg)



Source : CIRAD

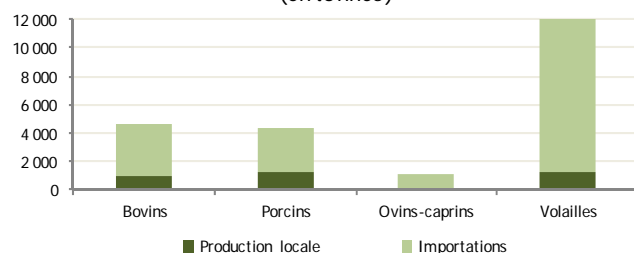
Élevage : faible couverture des besoins en consommation en 2014

La production locale ne couvre que 16 % des besoins totaux de consommation.

En 2014, les abattages sont en légère baisse, à 3 522 tonnes (-2,5 %), sous l'effet de la diminution de la production locale de viande bovine (-7,7 %), alors que la production locale de viande blanche (porcins et volailles), qui représente 70 % des abattages, est stable (-0,3 %).

Parallèlement, les importations de viande reculent légèrement, à 19 062 tonnes (-0,6 %) : les importations de viande blanche, soit 75 % de l'ensemble des importations, sont en repli de 1,4 %.

Consommation de viande en 2014
(en tonnes)

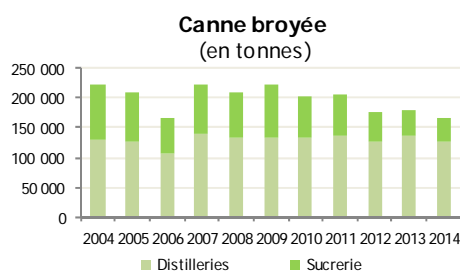


Source : SEMAM

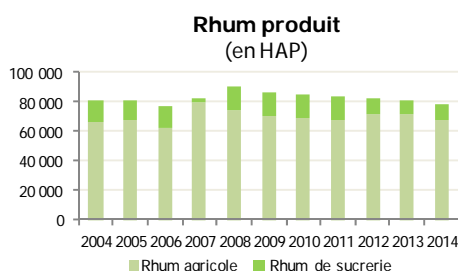
Canne-sucre-rhum : baisse de rendement en 2014

En 2014, le volume de canne broyée s'élève à 166 883 tonnes, en baisse de 6,2 % sur un an. Cette évolution est en lien avec la baisse du rendement des exploitations (-5,3 % à 44,0 tonne/ha). La canne destinée à la production de sucre (24,1 % de la canne broyée) est ainsi de nouveau en repli à 39 665 tonnes (-7,5 % sur un an). La production de sucre est toutefois en hausse à 2 428 tonnes (+10,9 %), rompant ainsi avec la tendance baissière des quatre dernières années.

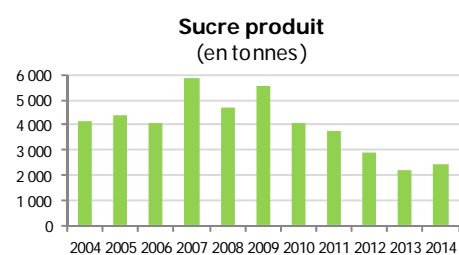
La canne dévolue à la production de rhum (75,9 % de la canne utilisée par la filière) est également en diminution à 127 218 tonnes (-5,8 % en un an). Ainsi, la production de rhum s'inscrit en recul en 2014 (-3,5 %), à 78 259 hectolitres d'alcool pur (HAP). Cette évolution s'observe particulièrement pour la production de rhum agricole (-4,8 %), qui représente 86,7 % de la production de la Martinique (-1,2 point), alors que la production de rhum de sucrerie est en hausse (+6,4 %). La consommation locale de rhum est en diminution en 2014 (-6,3 %, à 17 718 HAP). En revanche, les exportations de rhum sont en légère augmentation, à 63 154 HAP (+1,0 %).



Source : Centre technique de la canne et du sucre



Source : Centre technique de la canne et du sucre



Source : Centre technique de la canne et du sucre

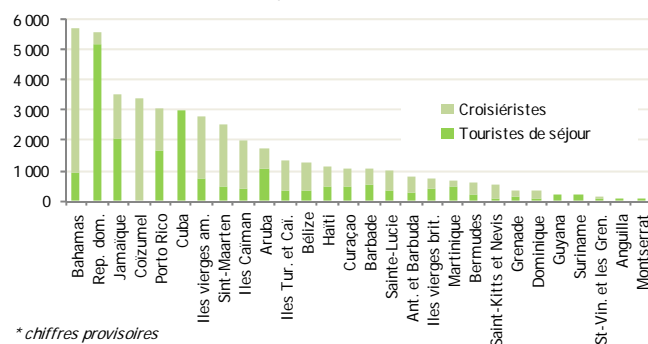
ACTUALITÉS RÉGIONALES

Tourisme : la Martinique au 19^e rang des destinations caribéennes

Selon les premières estimations de la Caribbean Tourism Organization (CTO), 45 millions de touristes ont visité la région en 2014, (+7,4 % sur un an). Ce résultat tient essentiellement aux performances de la croisière (+11,0 % sur an, à 25 millions de croisiéristes) et, dans une moindre mesure, à la hausse du tourisme de séjour (+3,3 % sur an, à 20 millions de touristes).

En 2014, 667 347 croisiéristes et touristes de séjour ont choisi la Martinique, ce qui la place au 19^e rang des destinations caribéennes sur les 28 destinations étudiées (soit 1,5 % des flux touristiques de la Caraïbe). Les Bahamas viennent en tête avec 5,7 millions de touristes de séjour et croisiéristes (soit 12,8 % des flux touristiques de la Caraïbe).

Touristes dans la Caraïbe en 2014* (touristes de séjour et croisiéristes, en milliers)



* chiffres provisoires
Source : CTO

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- février 2015	130,3	-0,2 %	-0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- février 2015	44 523	+0,8 %	-1,6 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2014	22 850	+1,8 %	+0,2 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2014	45 215		+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2014	263,2	+18,4 %	+5,3 %
	Hors produits pétroliers		201,5	+34,9 %	+22,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2014	45,0	-3,6 %	+34,3 %
	Hors produits pétroliers		15,6	+0,4 %	+27,0 %
	Taux de couverture mensuel	- décembre 2014	17,1 %		+3,7 pts
	Hors produits pétroliers		7,7 %		-2,3 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2014 - cumul annuel	67,7 581,1	+42,9 %	-8,8 % +3,0 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- février 2015	15 993	+0,2 %	-5,2 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- février 2015	2 432	+1,2 %	-3,9 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- février 2015	157 438	+5,5 %	+1,8 %
		- cumul annuel	306 722		-1,8 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2015	54 316	+4,8 %	+39,8 %
		- cumul annuel	106 155		+33,4 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2014	13 344	+2,9 %	+5,3 %
		- cumul annuel	182 265		+6,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- mars 2015	988	+43,0 %	+40,3 %
		- mars 2015	177	+41,6 %	+31,1 %
			3 065		+15,4 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)				
Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,06%	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
Autres cas :	0,93%		1,00%	1,50%	2,00%	0,75%

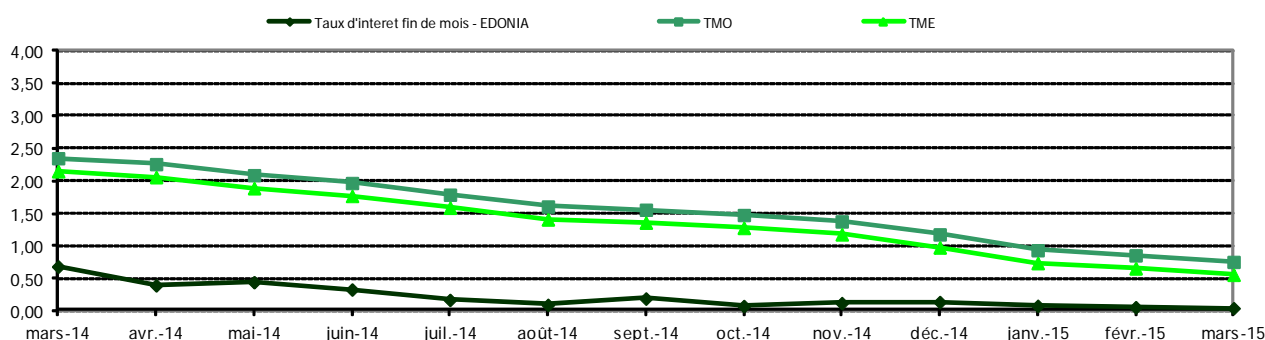
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1440%	0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0150%	0,0190%	0,0870%	0,1980%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
0,98%	0,74%	0,66%	0,56%	1,18%	0,94%	0,86%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

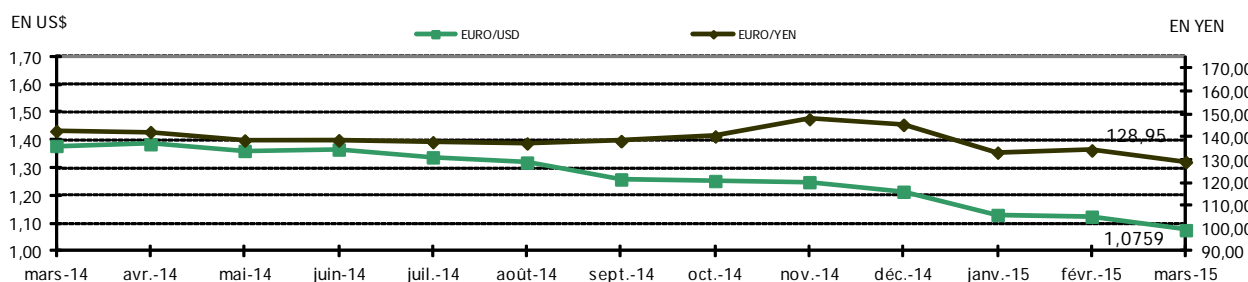
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0759	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1324	EURO/SRD (Surinam)	3,5413
EURO/JPY (Japon)	128,9500	EURO/BWP (Botswana)	10,6831	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9209
EURO/CAD (Canada)	1,3738	EURO/SCR (Seychelles)	14,7568	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,9845
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7273	EURO/MUR (Maurice)	39,1259	EURO/BBD (La Barbade)	2,1463
EURO/SGD (Singapour)	1,4774	EURO/BRL (Brésil)	3,4958	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,8392
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,3422	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,7522	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3176,4335	EURO/XCD (Dominique)	2,8975	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	